Parti Révolutionnaire
www.sitecommunistes.org

Communistes

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
https://x.com/PRCommunistes

05/11/2026

Perspectives de la mobilisation

L'Insee a publié les chiffres des comptes nationaux du troisième trimestre. Ils sont dans la ligne des deux précédents avec un léger tassement du PIB de 0,1% par rapport au trimestre précédent après respectivement pour les deux premiers trimestres de l'année 2026, -0,2% et 0,0%. L'investissement est en recul depuis le début de l'année, - 0,18% au premier trimestre, -0,11% au second. Il faudrait donc un très bon dernier trimestre 2026 pour au moins parvenir à l'objectif de +0,5%. Objectif servant de base au gouvernement pour la construction du budget 2027.

Cette conjoncture économique n'est pas propice à une augmentation des recettes de l'État et de la Sécurité Sociale et pèse sur les débats budgétaires en cours actuellement (le chapitre des recettes de la Sécurité Sociale a été repoussé par l'Assemblée nationale), les quelques centaines de millions d'euros supplémentaires rapportés par la taxation des carburants ne changeront pas la donne.

Il n'y aurait donc pas beaucoup de grain à moudre et dans un moment de mobilisation pour des augmentations de salaires et une remise à niveau des services publics, l'argument est répété à souhait par les *media mainstream*, en alternance avec les images des pillages des commerces le jour des mobilisations pour faire bonne mesure.

Le pouvoir tente d'écrire la légende, mal malgré cela, la situation économique actuelle n'est pas le résultat de convergence de « hasards » malencontreux mais bien le résultat de décisions de long terme du Capital mûrement réfléchies et de ses valets à Bercy et ailleurs dans l'appareil de l'État. Ainsi, l'appauvrissement de l'État a été programmé par de multiples mesures à caractère fiscal, les services publics avec des moyens réduits ont été mis en concurrence systématiquement avec le privé.

Si du point de vue budgétaire, la stratégie de long terme consiste à limiter les choix à la réduction des dépenses, du point de vue monétaire, hé bien… il n'y a plus rien puisque tous les États européens, sous tutelle de la BCE concernant cette partie de la politique économique, sont soumis à la loi du marché… sauf en cas de crise systémique comme ce fut le cas en 2008-09 (d'où la fameuse dette publique française détenue par la BCE/Banque de France). En conséquence de quoi, moins un pays « fait des efforts » de rigueur budgétaire plus il est sanctionné par le marché financier par une augmentation des taux d'emprunt.

Les manifestants, portant des revendications immédiates et légitimes, n'ont sans doute pas tous en tête la manière dont les décisions économiques et sociales sont cadenassées par un dispositif qui défend encore et toujours les intérêts du Capital. Pour donner une perspective à cette mobilisation, il convient de bien poser les données du problème qui, à système inchangé et moins de 1% de croissance annuel du PIB, paraît, à première vue insoluble.

Persévérer dans une politique de l'offre, c'est-à-dire continuer à répondre aux exigences patronales ayant abouti à la situation présente avec en toile de fond l'impossible réindustrialisation de la France, ne ferait qu'empirer le mal et tout particulièrement pour les salariés. La politique dite keynésienne, consistant à soutenir la demande par la commande publique, n'est pas non plus envisageable car d'une part, l'effet immédiat serait sans doute une augmentation du déficit commercial vu l'état du tissu industriel national et d'autre part l'accroissement du déficit public serait sanctionné par une hausse supplémentaire du coût de l'endettement.

La question de dépenses publiques, se comptent en centaines de milliards d'€, présentées comme des cadeaux aux plus fortunés et aux entreprises, paraît ouvrir une perspective de solutions. Pour autant, le redéploiement de ces dépenses pourrait contribuer à combler les déficits publics, mais rien ne permet d'affirmer qu'il serait un facteur de croissance supplémentaire car le capital, c'est bien connu, est très, très mobile, toujours soucieux de s'épanouir sous des climats politiques favorables à ses exigences d'accumulation.

Trouver une solution efficace satisfaisante en termes de prospérité, d'améliorations des conditions de vie des travailleurs, paraît donc difficile dans le système capitaliste car d'évidence, le problème majeur, du point de vue du monde du Travail, c'est le système capitaliste lui-même.

Il n'est pas certain que cette analyse de la réalité soit largement partagée s'il faut en croire les expédients de politique économique préconisés par les principaux leaders syndicaux ou politiques censés défendre la cause du monde du Travail.

Si la perspective politique demeure un aménagement du système capitaliste, dans le cadre comme il est souvent répété de croissance « juste », de transition écologique « juste », de partage des richesses « juste », ces perspectives, pourrions nous dire, sont un peu justes pour donner un sens aux mobilisations des travailleurs.

Il s'agit bien de remettre à l'ordre du jour la sortie du capitalisme, de l'organiser et de réfléchir à une recomposition économique et sociale de nos sociétés dans laquelle une faible croissance du PIB n'aurait plus aucun sens.